

Monsieur le Recteur,

Nous voici en ce mois d'octobre, à l'heure des bilans. En effet, commencer une année par le bilan de celle qui s'achève semble indispensable. Pourtant, depuis que le ministre Blanquer mène son action, nous avons pu en tirer des bilans. Visiblement, lui aussi, puisqu'il a même eu le temps d'en faire une monographie. Bilan catastrophique de quatre années de libéralisation de l'école publique et de l'Éducation Nationale qui cette année, avec l'avènement du contrôle continu au bac, n'aura définitivement plus de nationale que le nom. Car le bilan de l'an passé, pour les personnels en réalité n'est déjà plus à faire, qu'il s'agisse des affectations, opaques et parfois incompréhensibles, des avancements, dont on attend encore certains résultats après plusieurs mois, ou de l'organisation des examens, qui laisse un goût plus qu'amer à tous les professeurs qui ont été concernés par le grand oral ou encore les écrits anticipés de Français. Et c'est sans compter, bien entendu, en toile de fond, des conditions sanitaires qui n'ont été gérées (au mieux) que par la grande responsabilité des personnels (qui se sont souvent sentis seuls et en danger) sans que le poids délétère des «coups de com» ministériels n'ait été mesuré (protocoles fantômes, revalorisation fantôme, bientôt professeurs fantômes)...

Nous ne vous ferons pas l'offense de vous rappeler en détail les bilans que nous avons déjà faits devant vous. En revanche, nous aurions pu espérer que des leçons en seraient tirées. Et bien non... Tout semble encore, en cette rentrée, s'aggraver:

- Le protocole sanitaire est annoncé au dernier moment et les personnels s'organisent la veille de la rentrée, aucune mesure supplémentaire de protection des personnels comme des élèves n'est envisagée par les tests – seuls réels indicateurs de l'étendue de l'épidémie – pire, ils sont déremboursés.
- Les suppressions de postes engendrent des groupes classe à 31 ou 32 en collège et des groupes tout court – dont la composition change constamment – à plus de 40 élèves au lycée, mais on doit éviter les brassages et individualiser les enseignements.
- Des modalités d'inclusion des élèves à besoins éducatifs particuliers toujours plus compliquées avec de plus en plus d'élèves notifiés sans place dans les sections adaptées.
- La réforme des classes préparatoires, avec la création des filières ECG et MP2i/MPI induit des bouleversements profonds dans le paysage rémois. L'implantation d'une filière informatique est bienvenue et correspond à un besoin réel. Mais sa mise en œuvre est menée de manière chaotique et sans véritable concertation. Tout d'abord, la nouvelle carte renforce les déséquilibres locaux et la ségrégation entre les lycées rémois, les filières considérées comme prestigieuses, MP, ECG et

BCPST se voient renforcées et concentrées dans un seul lycée. L'offre en matière de classes scientifiques devient incohérente et plus restreinte. Reims, douzième ville de France, sera la seule grande ville qui ne disposera plus de l'éventail complet de classes préparatoires. Le nouveau projet prévoit la réouverture d'une classe MPSI, dont le recrutement est incertain dans la mesure où il existe déjà deux classes de ce type à Reims et dans le même temps, elle crée un goulet d'étranglement en supprimant une classe de PSI, qui compte chaque année entre 40 et 50 élèves et qui est l'un des débouchés naturels de la classe de MPSI. En d'autres termes, on propose 48 places supplémentaires en première année, mais dans le même temps, on en supprime autant en deuxième année. Quelle est la cohérence d'un tel projet? De surcroît, cette suppression représente une véritable rupture de contrat avec les étudiants et contrevient au principe de sécurisation des parcours, qui doit prévaloir en classes préparatoires et qui veut que tout élève n'ayant pas démerité doive se voir proposer une place dans la classe supérieure. Le projet prévoyant une baisse drastique du nombre de places en deuxième année, ce sont autant d'ingénieurs qui ne seront pas formés alors que le pays en manque cruellement. Dans l'intérêt des étudiants, il faut surseoir au projet choisi par M. Le Recteur. Un premier schéma avait été retenu. Il prévoyait 6 classes de première année et 7 classes de deuxième année et permettait de gérer les flux d'élèves de manière satisfaisante tout en offrant à chacun de nos étudiants la possibilité de réussir et d'intégrer une école d'ingénieurs. Sa mise en œuvre a débuté à la rentrée 2021 et vient d'être remise en cause. Il faut au contraire la poursuivre, car c'est le seul projet qui maintient une offre complète et qui préserve l'attractivité du bassin rémois en matière de formation.

Et la liste des incohérences est encore longue avec, au bout de la chaîne, toujours les mêmes qui gèrent cette tension entre nécessités humaines et suppressions de moyens : les enseignants devant leurs classes, les AESH aux côtés des élèves, les CPE et les Assistants d'Éducation à bout de souffle, les Psy-EN ou encore les IDE qui doivent, seuls, accompagner des centaines d'élèves sur plusieurs établissements.

Pour commencer, au nom du respect du dialogue social, la FSU réclame la tenue effective et régulière des CTSD et revendique d'autre part le rétablissement de toutes les commissions paritaires supprimées par la loi de transformation de la fonction publique.

Car nous tous, chaque jour, sur le terrain, payons un lourd tribut à cette libéralisation néo-managériale sans précédent dont la crise sanitaire ne fait que révéler les plus grandes failles. Pourtant, comme dans l'hôpital public où l'on a continué à supprimer des lits en pleine crise sanitaire, on nous saigne et on nous demande encore et toujours de faire plus avec moins. La maison brûle, on coupe les arrivées d'eau et on interdit le secteur aux pompiers. On considère que chaque individu à qui il arrive malheur est responsable de son sort. On omet toute forme de responsabilité collective pour ne faire peser sur les agents que des responsabilités individuelles, avec des salaires pour le moins inadaptés aux

responsabilités qui leur incombent. On omet toute forme de solidarité, fondement du service public, pour ne faire que culpabiliser des personnels qui, de plus en plus, claquent la porte.

Car oui, la grande leçon de cette rentrée, c'est bien la multiplication inédite des démissions dans nos professions qui sont des professions d'engagement envers la société. Et lorsqu'on tire cette sonnette d'alarme, cet indicateur incontestable de la dégradation irréversible qu'est en train de subir l'Éducation Nationale, que nous répond-on? Que c'est «dans l'air du temps», que «les gens repensent leur équilibre vie professionnelle/vie personnelle» et que «notre secteur n'est pas plus touché qu'un autre»... Mais qu'en restera-t-il? Parce que cette absence aveugle de remise en cause de ce système qui s'effondre sous nos yeux, cette absence de volonté de garder au sein de l'Éducation Nationale et des services publics en général les personnels justement les plus engagés, les plus équilibrés, les mieux formés, ne nuira finalement qu'à une seule partie de la population: les plus faibles, les plus pauvres, les plus fragiles, ceux qui ont besoin que l'État soit État, ceux qui ont besoin que l'Éducation soit Nationale, ceux qui ont besoin que la société existe. La loi du plus fort, elle, est une affaire de meute, pas de Nation.

Pour toutes ces raisons, la FSU réclame un plan d'urgence pour l'Éducation.